

Électricité de France (EDF) de suspendre son projet de méga-barrage Shweli-3 en Birmanie

dimanche 21 mars 2021, par [Info-Birmanie](#), [Justice for Myanmar](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mars 2021).

CP 19 mars 2021 - Info Birmanie et Justice For Myanmar saluent la décision d'Électricité de France (EDF) de suspendre son projet de méga-barrage Shweli-3 en Birmanie en raison de la situation des droits humains à la suite du coup d'État militaire du 1^{er} février.

EDF, une société cotée en bourse détenue majoritairement par l'État français, dirige un consortium chargé de construire le barrage Shweli-3 ainsi qu'une centrale électrique de 671 mégawatts dans l'État Shan. Cet État est en proie aux conflits et l'armée birmane y est mise en cause pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité. La société japonaise Marubeni et la société birmane Ayeyar Hinthar sont également des investisseurs du projet, qui coûterait 1,51 milliard de dollars USD.

Yadanar Maung, porte-parole de Justice For Myanmar, déclare : « Nous saluons la décision d'EDF de suspendre le projet hydroélectrique Shweli-3, qui aurait impliqué d'être en relation d'affaires avec la junte militaire composée de criminels qui tuent délibérément des manifestants pacifiques et commettent de probables crimes contre l'Humanité. Le méga-barrage Shweli-3 n'aurait jamais dû atteindre ce stade. Il est situé dans l'état Shan, une région ethnique où les conflits et des violations systémiques des droits humains sont en cours. Nous appelons toutes les entreprises à mettre fin à leurs activités avec l'armée birmane. Total, dont les paiements de gaz financeront la junte s'ils poursuivent leurs activités comme d'habitude, devrait désormais suivre l'exemple donné par EDF et couper les liens. »

Pour Sophie Brondel, coordinatrice d'Info Birmanie, « la décision d'EDF de suspendre le projet hydroélectrique Shweli-3 est un jalon et indique la voie à suivre pour les entreprises françaises en Birmanie. Nous appelons en particulier toutes les entreprises liées à la junte à rompre ces liens. Les entreprises ont la responsabilité de se tenir du côté de la démocratie et de s'assurer qu'elles n'alimentent pas la junte. Le statu quo n'est pas une option. »

En février, le chef de la junte militaire, Min Aung Hlaing, a déclaré que le régime « continuerait à mettre en œuvre » les projets hydroélectriques existants ». La décision d'EDF de se retirer de Shweli-3 met cette affirmation en doute.

En copie : la lettre d'EDF en ligne

Info Birmanie est une association française basée à Paris qui mène des campagnes de plaidoyer afin de promouvoir la justice et les droits humains en Birmanie et qui relaie les voix de la société civile birmane.

Justice pour le Myanmar [1] est un groupe d'activistes clandestins qui milite pour la justice pour le peuple birman, appelle à la fin des affaires militaires, à la démocratie fédérale et à une paix durable.

Pour plus d'informations :

Sophie Brondel, coordinatrice d'Info Birmanie

Courriel : sophie.info-birmanie.org

Téléphone : +33 7 62 80 61 33

Yadanar Maung, porte-parole de Justice pour le Myanmar

Courriel : media.justiceformyanmar.org

P.-S.

- <http://www.info-birmanie.org/info-birmanie-et-justice-for-myanmar-saluent-lannonce-de-la-suspension-du-barrage-hydroelectrique-shweli-3/>

Notes

[1] <https://www.justiceformyanmar.org/>